

Travail de réflexion et d'analyse sur la base de l'article d'Alain Bentolila « *Illettrisme, ghettoisation et fragilité idéologique* », n°204, février 2003, le Journal des Psychologues.

L'Histoire de l'Ecole telle qu'on la connaît aujourd'hui, remonte bien avant Jules Ferry, à l'époque des Lumières, qui avaient déjà mené une réflexion sur l'apprentissage. Toutefois, la connaissance n'était réservée qu'à une élite ; par conséquent, cela ne concernait qu'un trop petit nombre de personnes, pour qu'un véritable avènement de l'Ecole se produise. Il faudra attendre la Révolution et un siècle, pour que commencent à se mettre en place des projets d'Ecole pour les enfants, mais surtout pour les filles. En effet, en 1881, Jules Ferry va concevoir, puis fonder un système éducatif structuré par des lois, qui instaureront une Ecole laïque, gratuite et obligatoire. C'est une révolution qui va consister à remplacer, supprimer le *prima* de l'Eglise, par celui de l'Etat qui se charge désormais seul de l'instruction de ces citoyens. Rapidement, l'Ecole va toucher la quasi-totalité des enfants par son caractère obligatoire. Depuis, bien des modifications ont été opérées pour faire place à l'Ecole contemporaine que l'on connaît aujourd'hui, avec son ambition de massification et de démocratisation de l'éducation. Aujourd'hui l'idéologie fondamentale de l'Ecole est d'offrir à chaque individu la possibilité de faire des études et d'accéder à la culture. Ce faisant l'Ecole proposera l'accessibilité de l'instruction à tous les individus qui naissent dans la société et la possibilité de s'extraire d'une condition familiale socialement non désirable.

Encore aujourd'hui, malgré les efforts considérables qui ont été faits pour améliorer ce système scolaire, il y a toujours un volet de la population qui échappe aux objectifs premiers de l'Ecole : à savoir les illettrés qui sont en échec scolaire, incapables -à différents degrés toutefois- de lire, d'écrire et de compter. Cette courte analyse aura donc pour objet d'interroger sommairement le concept, puis la situation d'illettrisme que nous donne à découvrir l'article ; puis de mettre en exergue les problèmes internes à l'Ecole, au fonctionnement de la société et enfin de proposer quelques solutions qui ne se veulent ni exhaustives, ni parfaites.

1. Définition du concept d'illettrisme

Comme l'indique Alain Bentolila, définir ce concept se révèle être une tâche ardue puisque qu'il recouvre des situations par trop hétérogènes : des lacunes de performance en lecture, à l'écriture et à l'arithmétique à divers degrés, mais aussi par l'appartenance des personnes illettrées à des catégories socio-économiques variées. Pour tenter néanmoins de donner une définition globale de ce concept, on peut dire qu'il rassemble toutes les personnes qui rencontrent des difficultés d'expression (orale et/ou écrite) et qui possèdent des lacunes de bases, quel qu'en soit le degré. Cette situation est plutôt difficile dans une société où l'instruction fondamentale des bases, est un pré-requis pour toute vie sociale. Même si cette société permet de contourner plus ou moins ces lacunes de communication (utilisation du téléphone, de la carte bleue pour éviter de signer et de remplir un chèque...) l'individu illettré est tôt ou tard rattrapé par ses lacunes puisqu'il n'a pas les pré-requis pour s'adapter au mieux dans cette société. Les situations d'illettrisme bien que diverses, ont une conséquence commune, qui est celle de rendre la vie sociale bien plus difficile et d'entretenir ainsi, une situation de précarité sociale.

2. Les missions, les finalités de l'École et les enjeux de l'accès à la culture et à l'instruction

«L'obligation scolaire est un droit » dira Alain Bentolila. En effet, si la société a mis en place une instance d'instruction et d'éducation, c'est avant tout pour que les individus soient enfin aux commandes de leur destinées et pour empêcher toute prise de pouvoir abusive. Les outils qui vont être donnés aux individus sont : la connaissance de l'environnement avec lequel ils sont en perpétuelles interactions et le développement chez eux d'un esprit critique. A long terme, la visée de l'École est donc : la démocratisation. C'est-à-dire, donner au peuple le droit et le pouvoir de décider de son avenir (par le biais d'élections, d'investissement citoyen dans les syndicats, associations...) mais surtout de lui éviter d'être manipulé puisque instruit, il pourra et saura réagir aux injustices qui peuvent lui être faites.

A plus court terme, l'École a pour mission de se rendre accessible à tous (massification) et de favoriser une insertion sociale et professionnelle de tout un chacun, dans la société. C'est pour cela, qu'elle se doit d'aider les enfants en situation de difficulté ou d'échec scolaire, à pouvoir progressivement résoudre ces difficultés. La mission des services publics est donc de proposer particulièrement aux individus en difficulté, une chance de s'émanciper de leurs contextes sociaux initiaux.

Pour la société, l'École possède bien évidemment un enjeu d'intégration sociale et de citoyenneté évoquée ci-dessus, qu'il va promouvoir par l'Éducation Populaire. L'École représente pour la société, l'espoir de sortir de la pauvreté, de la précarité, de permettre l'acquisition d'autonomie dans la vie quotidienne mais aussi de dignité. En effet, lorsque « l'on sait » des choses et cela peut nous amener à avoir un statut social plus élevé. En pratiquant la massification, il y avait également un but de cohésion sociale pour l'ensemble de la nation (française, par exemple)

3. Comprendre et décrire les comportements des illettrés

L'illettrisme est un processus de « désapprentissage » qui s'opère chez des personnes qui ont fréquenté l'École, mais qui sont sorties du système scolaire avec des lacunes importantes. Il ne faut pourtant pas oublier que l'illettrisme est aussi un état, qui découle souvent du contexte familial d'origine. On peut se demander comment un élève peut traverser tout le système : l'école primaire et le collège, en ayant des lacunes de connaissances aussi élémentaires que le sont la lecture, le calcul, l'expression. L'École étant obligatoire jusqu'à 16 ans, l'élève va *être obligé* d'avancer dans le parcours scolaire où finalement, on l'oublie en tant que sujet et par-là même, on va le destituer de son statut d'élève. Par le fait, on va renforcer plus avant, la stigmatisation de « son monde » par opposition au monde de la culture savante dont fait partie pour lui, le livre ; c'est un monde qui semble le refuser, le mépriser et qui va entraîner un refus et un mépris en retour, de sa part. Il sera donc incapable de respecter *ce monde* auquel il refuse d'appartenir, mais deviendra même incapable d'accepter l'altérité. Or s'il n'accepte pas l'autre et qu'en outre cet autre ne l'intéresse pas, il ne pourra en extraire des connaissances et va alors se replier sur lui-même. Alain Bentolila va qualifier cette attitude, *d'autisme social*.

Ce repli sur soi, va engendrer une ghettoïsation plus ou moins choisie dans un univers social absolument restreint. Ne possédant pas la communication et le vocabulaire complexe, l'illettré ne va être en possession que d'un panel limité de mots pour décrire son environnement. Ces mots utilisés fréquemment, couvrent un champ sémantique élargi pour désigner une diversité de choses, ce qui généralement perd tout sens et appauvrit encore le discours de l'illettré. Ce vocabulaire, étant forgé de par la socialisation, se transmet par la famille, la bande ou le groupe d'amis. Leur caractéristique commune est que ces agents socialisateurs, sont tous cantonnés à un univers géographique restreint. Nous sommes en plein dans la ghettoïsation, puisque l'individu illettré se maintient à l'écart ; volontairement ou involontairement fatalistes, révoltés des injustices qu'ils subissent.

4. Les causes structurelles et conjoncturelles de l'illettrisme

Dans ce processus d'illettrisme, on peut trouver une multitude de causes mêlées qui rendent cette situation assez inextricable et les mutations sociales et socioéconomiques y participent pleinement.

Nous pouvons tout d'abord penser à des causes structurelles, dues à l'organisation de la société même et de ses organes concernés par le problème. (les structures familiales, l'Ecole, l'état)

Les structures familiales transmettant par la socialisation, entre autres une culture, vont léguer et faire perdurer dans la plupart des cas une situation difficile, d'exclusion, de désaffiliation et d'anomie. L'Ecole quant à elle, même si elle tente de s'adapter aux individus en difficulté, fait parfois preuve d'un manque flagrant de prise en charge individuelle et de souplesse. On sait en outre, que l'inégalité linguistique des jeunes va provoquer les inégalités sociales. Enfin l'Etat est celui qui, par l'intermédiaire du ministère de l'Education Nationale, va impulser une politique nationale. Il a fait d'énormes efforts pour intégrer les élèves qui sont en difficulté ou en échec scolaire par le biais de la discrimination positive (création des ZEP, de REP, SEGPA, RASED, CLIS, classe d'adaptation...) Cependant même si ces dispositifs montrent bien l'intérêt que l'on porte à ceux que le système exclut, ceux-ci ne restent pas sans défauts. Parfois pour un meilleur apprentissage, il n'est pas nécessaire d'exclure encore plus les élèves en les plaçant dans un dispositif « spécial »

La conjoncture n'est pas à négliger pour pouvoir comprendre cette situation d'illettrisme. Effectivement, malgré les bonnes volontés politiques et les missions idylliques des uns et des autres, la réalité de la fracture sociale se fait toujours plus présente malgré les efforts de la société pour la réduire. Plus fort encore, nous parlons de déchirure sociale et ceci est du, pour une bonne part, à l'évolution de la situation socioéconomique. Le ralentissement de la croissance, la hausse des prix (ex : pétrole), la hausse du chômage... ; tout ceci n'encourage guère l'économie qui, par répercussion sociale, exclut toujours plus de personnes. Nous sommes sur un modèle de société *en sablier* : la part de personnes qui s'enrichissent s'accroît, mais malheureusement, celle des personnes pauvres qui deviennent encore plus pauvres, également. En utilisant un schéma, la société ressemblerait progressivement à un sablier avec des situations socioéconomiques opposées qui tendent à augmenter en poids de chaque côté. Cette conjoncture va conduire à une plus grande paupérisation et précarisation, ce qui peut entraîner effectivement une situation croissante, d'illettrisme, assez préoccupante.

Le sens commun va lui, souvent avoir tendance à se servir de l'Ecole comme bouc-émissaire à cette situation, plutôt que d'invoquer les causes du chômage et de l'exclusion. Il est plus facile de « faire porter le chapeau » à une institution comme l'Ecole, que de mettre en cause la responsabilité du système social global, c'est une évidence.

5. Les problèmes et les problématiques de la situation d'illettrisme

Notre société française, bien que très « sociale », se base comme beaucoup de pays occidentaux et développés, sur une économie de marché, capitaliste. Nous sommes donc avec quelques nuances, dans un système de culture du *self made man* et dans un système de méritocratie. C'est-à-dire que l'on part du principe que l'instruction donnée est la même pour tous, donc que chacun pourra être en capacité de se l'approprier pour s'élever socialement, à condition de s'en donner les moyens et de fournir des efforts pour y arriver. Seuls ceux qui auront cette dernière attitude pourront, en fait, accéder aux honneurs et à un espoir d'ascension sociale : c'est le principe de méritocratie. Mais ce système s'il se veut juste (« les résultats intéressants pour ceux qui travaillent dur »), va en fait être facteur d'exclusions, car nous savons bien aujourd'hui que le contexte familial, joue beaucoup sur la capacité à faire

des efforts et à prendre du temps pour travailler sur ses devoirs. Nous pouvons donc comprendre à la lueur de cette réflexion lapidaire, qu'il reste des contradictions au sein de l'Ecole, qui vont contrecarrer la volonté de démocratisation de celle-ci. En d'autres mots, la massification du système scolaire est réussie puisque 80% des jeunes sont bacheliers, cependant plus on a un nombre croissant d'élèves et plus ils formeront un ensemble culturellement hétérogène ; ils n'adhéreront alors pas tous à cette culture que veut transmettre l'Ecole et c'est véritablement dans la démocratisation du système scolaire, que la mission de l'Ecole n'est pas remplie -ou tout du moins pas à la mesure des espérances qui ont été placées en elle.

L'Ecole doit se poser des questions d'envergure telle : comment créer les ponts entre ceux de l'autre côté du fossé, de la France d'en bas et l'Ecole ? Mais ce ne sera pas de petites réformes qu'il faudra mettre en œuvre, mais de réelles transformations. C'est bien ce que nous hurle la situation des illettrés en France qui est pour moi un des symptômes qui montre, que la société pourrait aller mieux et qu'il faut apporter d'urgence un changement constructif. Puisque dans l'illettrisme, ce sont les fonctions de communication, d'analyse et de régulation des conflits (des affrontements de la sphère publique ou privée) qui font défaut au langage, l'Ecole doit se demander comment redonner à ce dernier ses fonctions, comment réconcilier les individus au langage, pour qu'ils puissent accéder au monde des privilégiés de la culture - soit dit en passant- de plus en plus nombreux. Cela pourrait permettre aussi à ces individus de percevoir, de démasquer, de comprendre en quoi certaines idéologies, certains discours sont totalitaires (exemple : le discours du Front National) et utilise le peuple pour le manipuler.

Une des racines de l'illettrisme réside selon moi dans le fait que l'Ecole ne s'explique pas sur le pourquoi de son action, ainsi que sur son utilité qui se placerait sur du long terme. Jamais je ne me suis vue expliquer dans le système scolaire, quelle utilité nous allions retirer de toutes ces années d'études, par exemple.

6. Les réponses que l'on pourrait apporter

*« Il faut que ceux qui sont privés du droit
primordial à la parole, reconquièrent ce droit »*
Paolo Freire

Selon moi, l'Ecole doit affirmer sa légitimité certes, mais elle doit aussi l'expliquer. Les élèves ont souvent – et c'est normal- une vue à court terme, ils ne peuvent donc pas concevoir facilement seuls, les visées tant importantes de l'Ecole, mais qui se situent sur du long terme. Dans mon cas, il n'aurait suffi d'une fois où l'on nous aurait expliqué simplement, les visées de l'Ecole, pour que nous puissions mieux comprendre pourquoi, nous continuions chaque année à « ingérer » des connaissances dont nous n'avons généralement plus le souvenir au bout d'un an. L'Ecole doit donc selon moi, rendre transparent ce qui fait sa légitimité et le porter à la connaissance de tous ceux qui passent tant d'années en son sein. Cette mesure contribuerait sûrement à réconcilier plus d'élèves avec le système scolaire, car bon nombre d'élèves de ma connaissance se sont posés ces questions : « Mais qu'est-ce que j'apprends ? Qu'est-ce que je fais ici ? A quoi cela sert-il ? »

Pour éviter au maximum les situations d'illettrisme, il est important de maintenir la cohésion sociale par le retour au travail grâce à la formation. Effectivement, nous sommes éduqués continuellement pendant une longue partie de notre vie, puis à un moment donné tout s'arrête. Je pense qu'il faudrait régulièrement se perfectionner et suivre des formations, pour empêcher les individus de retomber dans l'ignorance, afin qu'ils sachent toujours « apprendre à apprendre » mais surtout pour toujours les pousser à réfléchir, à analyser, à avoir l'esprit critique. Une autre mesure, serait d'améliorer la compétitivité des entreprises sur le marché, ce faisant elle pourrait plus facilement se permettre d'employer des illettrés puis de les former. Enfin, il faut travailler à « soigner » le chômage, qui rejette sans cesse sur le « banc de

touche » les précaires dont les illettrés, puisqu'ils partent avec un handicap dans leur adaptation à la société et au monde professionnel. La pauvreté est entre autres, le produit du chômage, qui lui-même provient d'un manque, d'une insuffisance et d'une inadaptation des qualifications. La réponse à l'insertion (ou la réinsertion) des illettrés résiderait pour moi, dans la formation. Ainsi pour répondre à la problématique de l'illettrisme, il faudrait s'attacher à travailler sur plusieurs niveaux : on mêlerait les actions macroéconomiques, sur la structure socioéconomique nationale, et actions microéconomiques, c'est-à-dire, au niveau de l'entreprise.

Il est étonnant que nous dussions encore lutter, aujourd'hui en France, contre le fléau de l'illettrisme, à l'aube du troisième millénaire. Mais toujours est-il que pour des raisons multiples, imbriquées les unes dans les autres, la fracture, la déchirure sociale s'agrandit entre la « France d'en haut » et la « France d'en bas ». On aura compris qu'une remise en question est nécessaire. Elle sera néanmoins efficace si l'on veut bien comprendre que l'École est loin d'être seule en cause, mais que c'est le système sociétal qu'il faut revoir. Or il est vrai, qu'une remise en cause de cette envergure ne peut être envisagée en un « claquement de doigts » et que si tout le monde coopère, nous pourrions construire à long terme un système mieux adapté aux situations d'illettrisme, d'échec scolaire, de handicap...

Un grand chantier va devoir réellement s'imposer si des situations similaires à celle que l'on vient de décrire et qui sont impensables dans nos sociétés développées, augmentaient fortement.